

### DANS L'ACTUALITE du 18 au 21 novembre 2016

### **Textes officiels**

JORF n° 0270 du 20 novembre 2016

Respect du principe de participation du public protégé par la Charte de l'environnement

Décision n° 2016-595 QPC du 18 novembre 2016

# Jurisprudence

Dérogations : règles d'implantation en bordure d'une voie publique et hauteur d'immeuble

CE 16 novembre 2016 M.C., req. n° 386298

Formulation des spécifications techniques

CAA Nancy 15 novembre 2016 Région Grand Est, req. n° 15NC02087

## Réponses ministérielles

Question écrite AN n° 93356 du 15 novembre 2016 - <u>EPCI à fiscalité propre engagés dans une démarche de PLUi</u>

Question écrite AN n° 98146 du 15 novembre 2016 - Règlement local de publicité

Question écrite AN n° 54777 du 15 novembre 2016 - <u>Définition d'un "site nordique" dans le cadre de la loi Montagne</u>

Vu par ailleurs

Contrat public

Régie directe ou DSP, les piscines nagent entre deux eaux

Depuis quinze ans, le modèle de gestion des piscines publiques a connu un changement de cap avec l'avènement de la délégation de service publique. Pourquoi y recourir ? Quels sont ses avantages et ses limites? Quelle est son avenir? Alors que s'achève le salon Piscine global, à Lyon ce vendredi 18 novembre, Localtis fait le point avec les acteurs du dossier.

Source: localtis.info du 18/10/2016

Urbanisme

Il faut bien un permis pour reconstruire à l'identique

Reconstruire à l'identique un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas une entreprise qui pourrait être conduite sans autorisation administrative.

Source: localtis.info du 21/10/2016

Environnement

Energie positive et réduction carbone : le label E+C- est né

La ministre Emmanuelle Cosse a lancé le 17 novembre l'expérimentation du label « Bâtiments à Energie Positive & Réduction Carbone » qui préfigure la future réglementation. Un comité de pilotage associant les professionnels est chargé d'en assurer le suivi.

Source: le Moniteur du 18/11/2016

Collectivités territoriales

Occitanie: une région en quête de proximité

Nouvelle grande région, l'Occitanie a lancé une assemblée de 158 élus pour établir des relais pérennes avec ses secteurs sous contrat.

Source : la gazette des communes du 21/11/2016

Limoges s'oppose au passage de l'agglomération en communauté urbaine

La ville de Limoges, qui a perdu son statut de capitale régionale à l'occasion de la réforme territoriale des régions, s'est opposée à la transformation de l'agglomération en communauté urbaine, sur fond de rivalités politiques, a-t-on appris ce 17 novembre de sources concordantes.

Source: localtis.info du 18/10/2016

#### Vu dans les revues

AJDA n° 39-2016 du 21 novembre 2016 p.2236, *Code de l'environnement : le L. 123-16 nouveau n'est pas (que) l'ancien article L.123-12 (CAA Nantes 10 mai 2016, req. n° 15NT02031)*, conclusions Hubert Delesalle

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 46, 21 Novembre 2016, 2298, *L'exploitation des services de transport et la loi NOTRe*, par Aloïs Ramel et Alexandra Aderno

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 46, 21 Novembre 2016, 2296, *Le règlement de la consultation est mort, vive les « documents de la consultation » !*, par Florian Linditch